

**REPONSE DE LA FEDERATION FRANCAISE DES TELECOMS**

**A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ANFR**

**SUR LE PROJET DE LIGNES DIRECTRICES NATIONALES SUR LA PRESENTATION DES RESULTATS DE  
SIMULATION DE L'EXPOSITION AUX ONDES EMISES PAR LES INSTALLATIONS RADIOELECTRIQUES**

**SEPTEMBRE 2015**

Le présent document constitue la contribution officielle de la Fédération Française des Télécoms (ci-après « FFTélécoms ») à la consultation publique lancée par l'Agence nationale des Fréquences (ANFR) le 30 juillet 2015 et intitulée « Consultation publique sur les lignes directrices nationales sur la présentation des résultats de simulations de l'exposition aux ondes émises par les installations radioélectriques ». La FFTélécoms est une association professionnelle regroupant les principaux opérateurs de télécommunications fixes et mobiles, sur le marché français.

En préambule, les membres de la FFTélécoms souhaitent rappeler qu'ils attachent une grande importance à l'information du public sur les niveaux d'exposition à l'ensemble des ondes radio. A ce titre, ils considèrent que le résultat d'une mesure large bande (réalisée conformément au protocole de l'ANFR) répond à cette exigence d'information. La mesure large bande permet non seulement d'obtenir rapidement le niveau réel d'exposition dans un endroit donné, mais elle est aussi facilement compréhensible et intègre l'ensemble des ondes radio de 100 kHz à 6 GHz.

Concernant les simulations de l'exposition aux ondes, les membres de la FFTélécoms ont une réserve de principe. En effet, même si cet outil a vocation à répondre à l'objectif d'information, il convient de rappeler que ses résultats doivent être interprétés avec prudence, car ils présentent des incertitudes importantes dues aux sources possibles d'erreurs (méthode, environnement, données d'entrée...), comme cela a notamment été mis en évidence dans le cadre des travaux du COMOP/COPIC. Ainsi, les simulations peuvent donner une information sur la tendance ou sur l'exposition moyenne dans une zone, mais elles ne peuvent en aucun cas permettre d'obtenir un résultat fiable en un point donné.

En outre, comme le souligne à juste titre l'ANFR dans son projet de lignes directrices, une simulation ne peut pas remplacer la mesure du niveau réel d'exposition une fois l'installation en service. Seule une mesure réalisée conformément au protocole de mesure in situ ANFR/DR15 en vigueur par un laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) permet de déterminer le niveau d'exposition réel et de vérifier le respect des valeurs limites d'exposition.

Au-delà de cette remarque de fond concernant l'interprétation des résultats, les membres de la FFTélécoms ont quelques remarques d'ordre éditorial sur le projet de lignes directrices de l'Agence concernant la présentation des résultats de simulation. Ces remarques ont pour objectif d'améliorer la compréhension du texte et d'en limiter les difficultés d'interprétation.

## REMARQUES CONCERNANT LES CRITERES TECHNIQUES POUR LA SIMULATION

1. Dans l'objectif de clarifier la possibilité de valoriser les effets masquant des bâtiments, les membres de la FFTélécoms souhaiteraient que la note de bas de page N°5 page 7 soit découpée en deux notes:
  - Une première note de bas de page : « *Il est possible de prendre en compte l'effet masquant d'un bâtiment.* » serait nouvellement rattachée aux mots « *espace libre* » du texte.
  - Une seconde note serait reformulée comme suit : « *Il est possible d'utiliser un facteur d'atténuation plus représentatif de la réalité notamment en cas de mur aveugle ou de champ rasant* » et resterait attachée au texte « *atténuation forfaitaire de 20% sur le niveau de champ* ».
2. Le gain d'une antenne étant variable selon la direction, les membres de la FFTélécoms souhaiteraient que soit ajoutée en page 7 la précision suivante : les mots « *en direction du point d'évaluation* » à la suite du texte ANFR « *G, le gain de l'antenne en dB* ».

## CONCERNANT LES DELAIS DE MISE EN APPLICATION

Bien que la question des délais de mise en application ne soit pas traitée dans le texte de la consultation publique, les membres de la FFTélécoms souhaitent sensibiliser l'ANFR :

1. Sur les délais nécessaires aux opérateurs s'agissant d'adapter leurs outils de simulation au nouveau paramétrage ;
2. Sur la nécessité d'une période de rodage dans l'exécution des processus de production.

Les membres de la FFTélécoms souhaiteraient par conséquent, qu'à compter de la publication définitive, un délai de trois mois soit accordé pour gérer cette phase transitoire et assurer la qualité et la fiabilité des simulations nouvellement produites.